

Grève à « Jeune Afrique »

Les travailleurs de l'hebdomadaire progressiste «Jeune Afrique» ont décidé le 11 mars, la grève illimitée avec occupation des locaux, pour protester contre le licenciement de 18 des leurs.

Fin décembre, pour cause d'irrentabilité de l'atelier de composition, la direction annonce un licenciement prochain de sept ouvriers de cet atelier. Afin d'examiner la validité des arguments patronaux, ces travailleurs chargent plusieurs d'entre eux de se réunir en commission d'enquête et de rechercher les causes de cette non-rentabilité.

Cette commission dépose à la direction un document de 14 pages, dans lequel, à l'aide de faits indiscutables, était démontré que les travailleurs n'étaient pas responsables des erreurs de gestion.

Depuis moins de deux ans, un nouveau directeur a été nommé par la Société «Presses africaines associées»: M. Ben Yahmed. Il en résulte une désorganisation interne de l'hebdomadaire édité par les P.A.A., que l'on en juge:

«En réalité, disent les camarades de "J. A.", nous faisons trois canards pour n'en sortir qu'un: les copies que la rédaction donne dorment sur le bureau du directeur, aucun texte n'est calibré, des articles – dont un tiers seulement figurera dans le journal – sont composés sans planning, parfois sans pouvoir être corrigés. Les premiers jours de la semaine, il n'y a pratiquement pas de travail, mais à partir du jeudi ou du vendredi. Nous sommes obligés de faire des heures supplémentaires pour boucler la publication.

«En outre le directeur artistique confond maquette et lettrisme, pour lui le texte n'est qu'un prétexte; ses maquettes sont refaites à tous les stades de la fabrication, jusqu'en ozalid, jugez du prix. La maison a refondu des tonnes

de plomb composées pour rien. S'il y a irrentabilité et incompétence ce n'est pas dans les ateliers et les services qu'il faut les chercher! Ce sont les responsables qui essaient de nous faire payer leurs erreurs!»

Les grévistes ont le soutien de la F.F.T.L. (C.G.T.) du S.N.J., de F.O. et l'appui de la C.F.D.T. Il est anormal que des travailleurs soient sanctionnés pour des fautes professionnelles qui ne leur sont pas imputables. Voilà encore une preuve du désordre organisé du capital!

Après avoir vu les conclusions de la commission d'enquête, la direction a fait une fuite en avant et décide de fermer l'atelier de composition.

18 travailleurs se trouvent ainsi sans travail, dont 16 syndiqués et 6 délégués du personnel et 2 du C.E. C'est alors que les camarades de «J.A.» ont décidé la grève. La direction leur propose alors de transformer l'atelier de composition en coopérative. Les grévistes ne tombent pas dans ce panneau patronal. Comment autogérer un seul atelier d'une entreprise, alors que la direction le rend continuellement non rentable et déficitaire? En conséquence l'assemblée générale quotidienne des grévistes, souveraine rejette la proposition, et le patron de publier dans la presse bourgeoise que ses employés sont des esclaves qui refusent la liberté!

Il semblerait que ce journal, s'adressant à l'intelligentsia africaine (abonnement annuel équivalant en Afrique à 1.500 francs français), soit subventionné par des financiers proches des gouvernements africains. On a dû s'inquiéter de sorties trop abondantes d'argent... Les responsables ont été vite trouvés.

Soutenons les camarades de «J.A.» dans leur lutte pour la satisfaction de leur revendication: que les directeurs conservent l'atelier de composition et qu'ils apprennent leur travail!